



## Financements Export Bilan 2016 et perspectives 2017

Charles Sarrazin

*Sous-directeur du financement international des entreprises*

*DG TRESOR*



- ▶ Panorama des grands outils disponibles
- ▶ Bilan 2016 des financements export et perspectives 2017
  - ◆ *Bilan 2016 des garanties publiques*
    - Assurance Prospection
    - Garantie du risque exportateur : cautions et préfinancements
    - Assurance-crédit
  - ◆ *Présentation de la Politique d'assurance-crédit pour 2017*
  - ◆ *Bilan 2016 de l'aide-projet*
  - ◆ *Présentation de la Politique d'aide-projet pour 2017*

Bpifrance Assurance Export

### Assurance-prospection

Prise en charge du risque financier du développement à l'export : avance ou indemnisation des dépenses de prospection de l'entreprise ; remboursement en fonction du succès commercial sur les marchés visés.

**Financement de l'assurance-prospection (FAP) :** complémentaire de l'assurance prospection, la FAP facilite le financement par les banques des dépenses couvertes par l'AP.

**Assurance « premiers pas » (A3P) :** produit forfaitaire et simplifié à destination des TPE et PME primo-exportatrices.

DGTrésor

### Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP)

Dons à des contreparties publiques de pays en développement pour la réalisation d'études de faisabilité ou la démonstration de technologies innovantes permettant de mettre en valeur les industries et savoir-faire français.

## Financer votre trésorerie

Bpifrance Assurance Export

### Garantie des cautions et des préfinancements (risque exportateur)

Couverture des cautions et/ou des crédits de préfinancements émis par les banques en faveur de l'entreprise dans le cadre de contrats d'exportation.

Bpifrance

### Prêt de développement export

Financement du besoin en fonds de roulement et des investissements (croissance externe, création de filiales) des PME et ETI à l'étranger.

Natixis DAI

### Avances remboursables

**Avances remboursables (« Article 90 »)** couvrant jusqu'à 50 % des dépenses d'industrialisation de biens de défense destinés à l'export.

*Les sous-traitants d'exportateurs peuvent également bénéficier de ces avances depuis fin 2012 (pacte Défense PME).*

## Vous couvrir pendant la phase d'appel d'offres

Bpifrance Assurance Export

### Garantie de change

Couverture du risque de change supporté par l'entreprise lors des phases de négociation et de déroulement des contrats commerciaux à l'étranger.

Natixis DAI

### Stabilisation de taux d'intérêt

Possibilité de réserver un taux fixe associé à un crédit assuré par Coface, pour le compte de l'État, au stade de l'offre commerciale ou de figer le taux à la signature du contrat.

## Offrir une solution de financement à votre client et couvrir vos paiements

Bpifrance Assurance Export

### Assurance-crédit

Couverture contre les risques d'interruption et de non-paiement des contrats commerciaux et couverture du non-remboursement de crédits-exports octroyés à des acheteurs étrangers.

Bpifrance

### Crédit Export

Offre de crédits-exports (crédit acheteurs ou rachats de crédits fournisseurs) assurés par Coface, pour le compte de l'État, d'un montant jusqu'à 25 M€ (jusqu'à 75 M€ en cofinancement avec des banques commerciales) présentés par des PME/ETI (y.c. filiales de grands groupes).

DGTrésor

### Prêts du Trésor

**Prêts non concessionnels :** dispositif de prêts directs du Trésor en euros à des États étrangers pour des montants indicatifs compris entre 10 M€ et 70 M€.

**Prêts concessionnels** (ex-dispositif Réserve Pays Émergents -RPE) : prêts du Trésor à des États étrangers assortis de conditions financières concessionnelles réservés à certains pays en développement.

Bpifrance Assurance Export

### Garantie rehaussée de refinancement

Garantie inconditionnelle à 100 % couvrant les investisseurs refinançant des crédits-exports octroyés par des banques et assurés par Coface, pour le compte de l'État.

SFIL

### Refinancement de crédits-exports

Refinancement de crédits-export de taille importante (supérieurs à environ 70 M€) - mis en place par des banques commerciales et assurés par Coface, pour le compte de l'État - par la Société de financement local (SFIL) avec rachat de créance ab initio.

Bpifrance Assurance Export

### Garantie pure et inconditionnelle

Garantie inconditionnelle à 100 % couvrant les risques de non-remboursement de crédits-exports octroyés dans le cadre d'exportations d'avions et d'hélicoptères civils. *Cette garantie peut depuis 2013 bénéficier à tous les avions de transport et hélicoptères civils.*

Bpifrance

### Avance + Export

Avance de trésorerie sur les créances à l'export librement utilisable, accordée par la mise en place d'une ligne de crédit confirmée en contrepartie de la cession de créances.

Bpifrance Assurance Export

### Garantie de change sur flux de factures

Couverture du risque de change des équipementiers PME ou ETI de la filière aérospatiale au titre des contrats-cadre libellés en dollar américains avec les grands donneurs d'ordre du secteur.

## Couvrir vos investissements à l'étranger

Bpifrance Assurance Export

### Assurance-investissement

Couverture d'investissements à l'étranger contre les risques politiques.

Bpifrance

### Garantie de projets à l'international

Couverture contre les risques économiques des fonds propres investis à l'étranger (hors Union Européenne) par une entreprise française pour créer ou développer une filiale ou acquérir une société (réservé aux entreprises jusqu'à 460 M€ de chiffre d'affaires).

# Bilan 2016 des principales garanties publiques (1/4)

## Prospection

### BILAN 2016

#### ASSURANCE PROSPECTION

|     | Nombre d'entreprises soutenues |                          | Montants Garantis (M€) |                       |
|-----|--------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|
| AP  | 1 222                          | - 11 %<br>(2015 → 1 377) | 84                     | - 10 %<br>(2015 → 93) |
| A3P | 1 077                          | - 15 %<br>(2015 → 1 272) | 26                     | - 16 %<br>(2015 → 31) |

# Bilan 2016 des principales garanties publiques (2/4)

## Risque Exportateur



### BILAN 2016

#### GARANTIES DU RISQUE EXPORTATEUR

|                 | Nombre d'enveloppes agréées |                        | Montants garantis (M€) |                        |
|-----------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| CAUTIONS        | 280                         | - 8 %<br>(2015 → 304)  | 415                    | - 37 %<br>(2015 → 662) |
| PREFINANCEMENTS | 212                         | + 17 %<br>(2015 → 181) | 137                    | + 18 %<br>(2015 → 116) |

### BILAN 2016

#### ASSURANCE – CREDIT

|           | Garanties Acceptées en nombre |                               | Montants garantis (M€) |                                  |
|-----------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| TOTAL     | 151                           | - 11 %<br><i>(2015 → 169)</i> | 16 652                 | - 24 %<br><i>(2015 → 21 866)</i> |
| PME / ETI | 85                            | + 31 %<br><i>(2015 → 65)</i>  | 857                    | + 49 %<br><i>(2015 → 574)</i>    |

# Bilan 2016 des principales garanties publiques (4/4)

## Assurance-Crédit

ENCOURS FIN 2016

64 Mrds €

- 3 %

(2015 → 66 Mrds €)

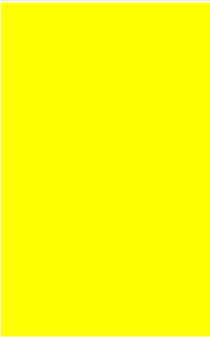
### Répartition sectorielle de l'assurance-crédit – 2016

| Principaux Secteurs   | Part dans l'encours | Part dans les promesses délivrées | Part dans les contrats conclus délivrés |
|-----------------------|---------------------|-----------------------------------|---|
| Aéronautique          | 30 %                | 2 %                               | 15 %                                    |
| Militaire             | 30 %                | 53 %                              | 65 %                                    |
| Naval                 | 14 %                | 28 %                              | 7 %                                     |
| Spatial               | 7 %                 | 0 %                               | 2 %                                     |
| Nucléaire             | 3 %                 | 0 %                               | 2 %                                     |
| Transports terrestres | 2 %                 | 3 %                               | 2 %                                     |

## 3 catégories de pays



**Pays ouverts** : aucune restriction a priori sur les prises en garantie à moyen terme



**Pays ouverts sous conditions** (les conditions varient selon les pays) : acheteurs non souverains, cofinancement multilatéral, neutralisation du risque pays, autres conditions particulières



**Pays interdits** : aucune prise en garantie n'est autorisée, quels que soient le montage et/ou les conditions financières du projet

## ▶ Assouplissement des conditions d'ouverture pour 10 pays :

Ouverture sans conditions : *Bénin ; Grenade ; Guinée*

Pays ouverts sous des conditions moins restrictives : *Guyana ; Honduras ; Kosovo ; Libéria ; Nicaragua ; Togo*

Pays dont les conditions d'ouverture sont assouplies mais avec une vigilance particulière : *Pakistan*

## ▶ Pays dont une ouverture pourrait être envisagée ultérieurement :

*Argentine*

## ► Resserrement des conditions d'ouverture pour 12 pays :

Pays dont les conditions d'ouverture reflètent une attention portée aux projets et un suivi particulier quant aux évolutions du risque – pays et des encours : *Angola, Congo, Gabon, Nigeria, Turkménistan*

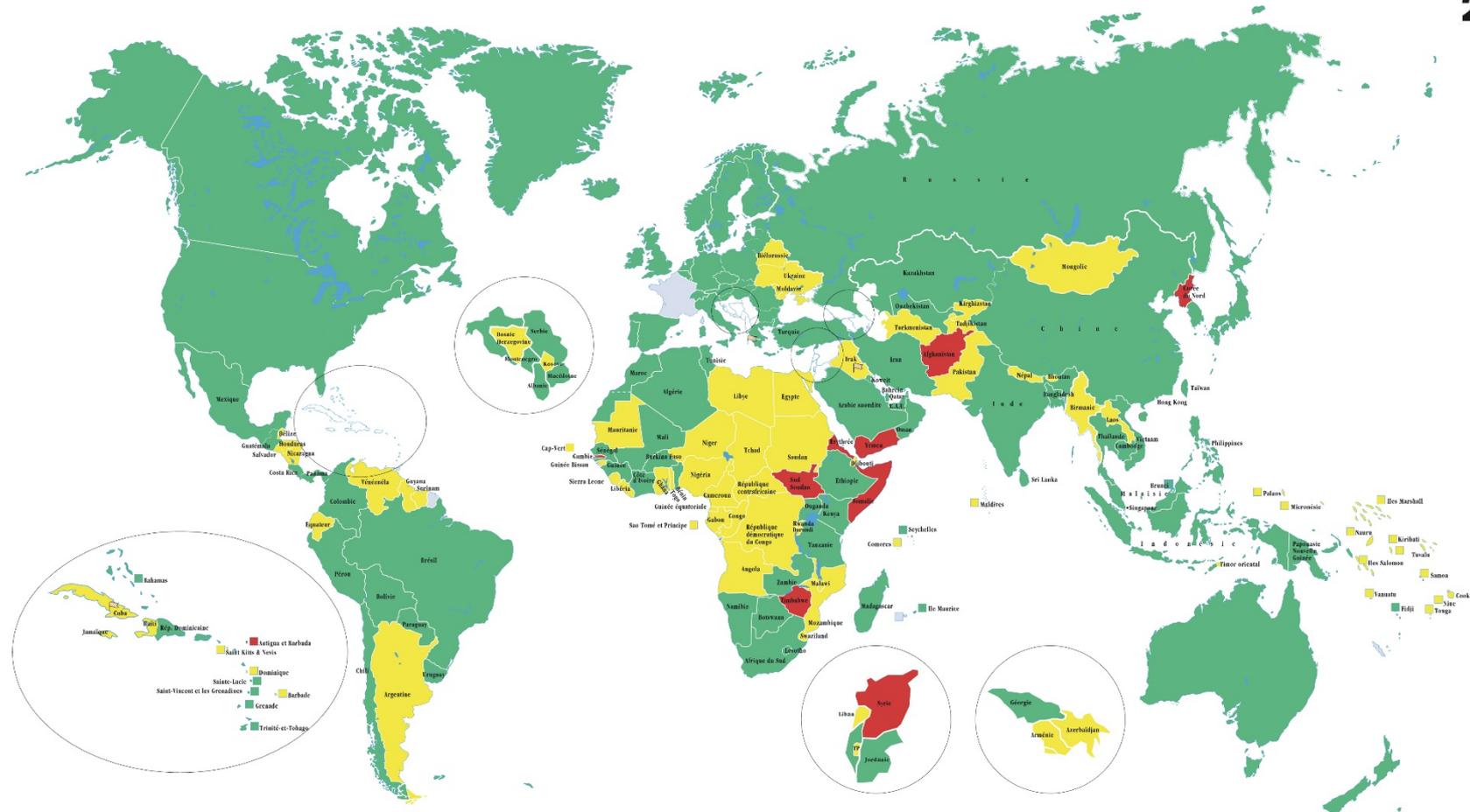
Pays dont les conditions d'ouverture au souverain sont resserrées : *Liban, Mongolie, Cap – Vert, Salvador, Equateur*

Pays faisant l'objet de conditions particulièrement restrictives : *Libye, Mozambique*

## ► Fermeture de 2 pays à l'assurance-crédit pour 2016 :

*Antigua et Barbuda ; Yémen*

# Politique d'assurance-crédit pour 2017 (4/4)



- Pays ouverts
- Pays ouverts sous conditions
- Aucune possibilité de prise en garantie

Dans ces pays, des opérations de court-terme pourront, sous certaines conditions, être prises en garantie au cas par cas.

Les informations données sur cette carte sont susceptibles de révision. Elles indiquent des disponibilités dont l'utilisation est subordonnée à un examen au cas par cas des opérations, dans le respect des engagements en termes d'endettement pris par les pays vis-à-vis des institutions de Bretton Woods.

LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

SECURITARIAT D'ÉTAT  
À L'INDUSTRIE  
ET À L'INNOVATION

Rédaction : UNIFRISCOM - DC Trésor - JANVIER 2017

## BILAN 2016

### AIDE-PROJET

#### PRÊTS DU TRESOR

**261 M€** engagés en 2016

+ 35 % en montants engagés

5 projets soutenus : Maroc; Côte d'ivoire; Kenya; Sénégal; Kosovo

2015 → 6 dossiers pour 193 M€

#### FASEP

**11 M€** engagés en 2016

- 24 % en montants engagés

18 études ont été financées dans 16 pays, bénéficiant principalement à la région MENA (44,8 % en valeur), l'Amérique latine (24,5%) et l'Europe et l'Asie centrale (17,4%)

Mais montant moyen par étude en hausse de 17 %

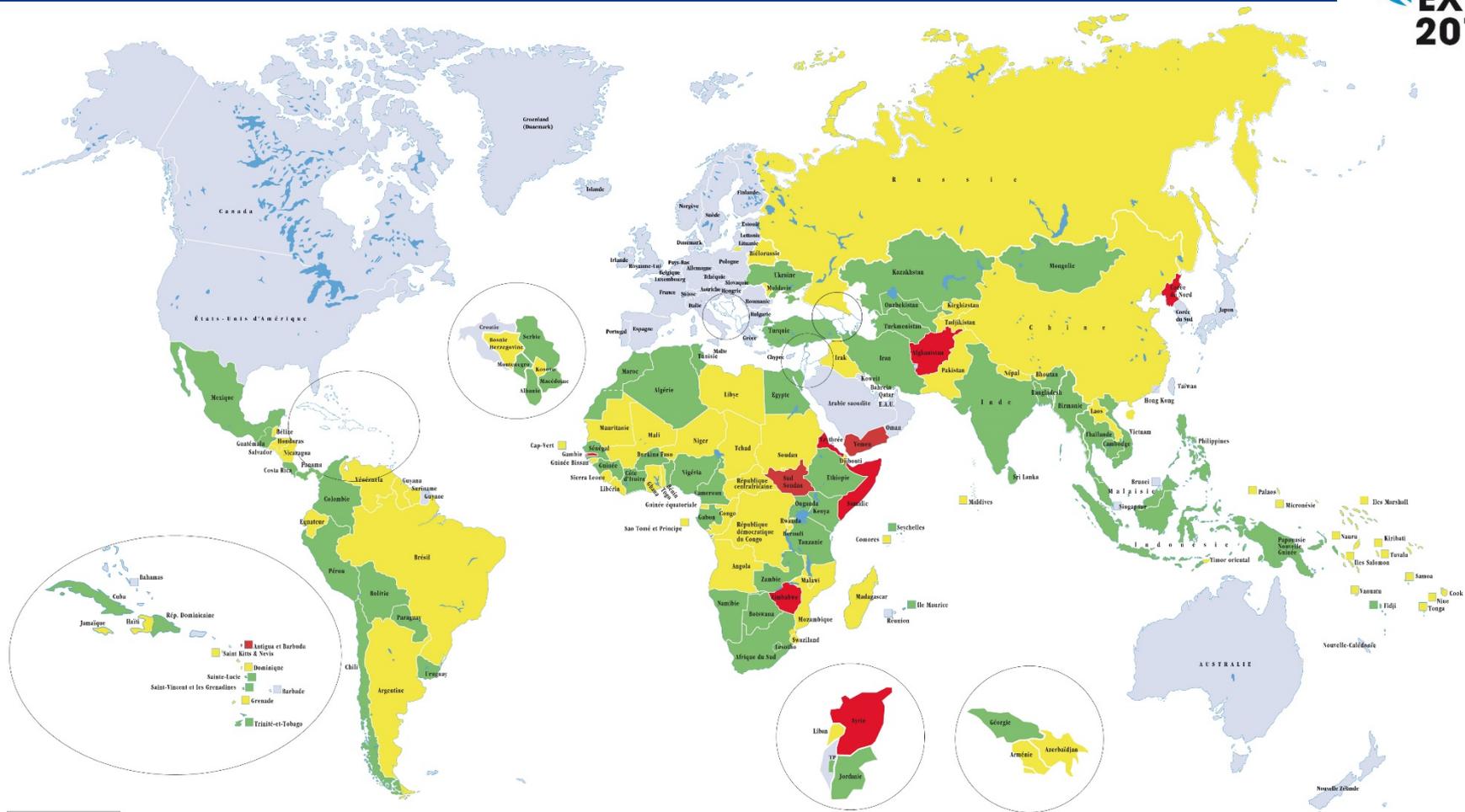
2015 → 28 dossiers pour 14,5 M€



### Pays pour lesquels le PRÊT CONCESSIONNEL est disponible

|                    |  |
|--------------------|--|
| Europe & Caucase   | Arménie ; Géorgie ; Kosovo ; Moldavie ; Ukraine  |
| CEI & Moyen-Orient | Ouzbékistan ; Tadjikistan ; Territoires Palestiniens   |
| Asie & Océanie     | Inde ; Indonésie ; Mongolie ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle Guinée ; Philippines ; Sri Lanka ; Vietnam |
| Afrique            | Cameroun ; Cap-Vert ; Congo ; Côte D'Ivoire ; Egypte ; Ghana ; Kenya ; Maroc ; Nigeria                 |
| Amériques          | Bolivie ; Guatemala ; Nicaragua ; Salvador   |

# Politique d'aide-projet pour 2017 (3/3) - FASEP



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT D'ÉTAT À L'INDUSTRIE, AU NUMÉRIQUE ET À L'INNOVATION

- Pays ouverts
- Pays fermés
- Pays non éligibles
- Pays ouverts au cas par cas

Les informations données sur cette carte sont susceptibles de révision. Elles indiquent des disponibilités dont l'utilisation est subordonnée à un examen au cas par cas des opérations, dans le respect des engagements en termes d'endettement pris par les pays vis-à-vis des institutions de Bretton Woods.

*Merci de votre attention*